

### Table-ronde « Diffusion des œuvres »

**Samedi 1er juillet 2017, 16h-18h – Villa Méditerranée (Marseille)**

Si nous cédon sur l'exposition de nos œuvres (en salles comme sur les chaînes de télévision), nous perdrons la possibilité in fine d'être accompagnés pour les écrire et les produire. Défendre la place de nos œuvres sur les écrans et dans les grilles de programmes télévisuels, c'est défendre la nécessité de soutenir la création. Céder du terrain au moment de la rencontre de nos œuvres avec le public c'est accepter qu'il soit peut-être superflu d'en soutenir toutes les étapes de fabrication. Une politique publique de soutien à la création ne doit pas se préoccuper de l'audience du film, mais doit en garantir sa diffusion. C'est pourquoi réfléchir à une politique de diffusion régionale des œuvres créées en Région, c'est penser une véritable politique de soutien à la création qui ne doit pas être basée sur le principe de l'offre et la demande, mais sur le principe de l'accès à tous des films dans leur diversité. Posons ensemble les bases de ce que pourrait être un système de soutien spécifique à une meilleure exposition de nos films en Région, en lien avec les acteurs qui sur le territoire en seront les relais. Quelques pistes : penser un dispositif de pré-visionnement ad hoc, sortie régionale en amont des sorties nationales, mise en lien des lieux de diffusion avec les auteurs dès le processus créatif engagé...

#### **Intervenants :**

- *Jean-Marie Barbe (producteur, réalisateur, TËNK)*
- *Céline Dréan (réalisatrice, membre de l'ARBRE (Bretagne))*
- *Juliette Grimont (programmatrice du cinéma Le Gyptis, Marseille)*
- *Luc Joulé (réalisateur, directeur artistique d'Image de ville)*

#### **Modérateurs :**

- *Violaine Harchin (distributrice et productrice Docks 66, membre du collectif cinéma Paca)*
- *Régis Sauder (réalisateur, président de l'ACID, membre de l'AARSE)*

### **Céline Dréan :**

On a décidé avec Jean-François d'envoyer le film [ *L'hippodrome* ] à France 3 île de France qui a tout de suite été emballée par le projet et qui s'est engagée dessus. Alors on s'est dit on tourne ! Et c'est un film qui ne pouvait se tourner que l'hiver, entre novembre et février et on avait déjà raté l'hiver puis mi-novembre on s'est dit on peut pas y aller parce que les conditions n'étaient pas réunies, ça commençait à devenir un peu dur alors on s'est dit on y va et on cherchera après l'argent pour faire éventuellement une version cinéma mais étant donné qu'on avait déjà une chaîne on a fait une version 52 min pour la télévision. Donc il y a eu deux versions du film en étant sur deux guichets qui n'ont pas beaucoup de passerelles, pas du tout même, on aimerait bien qu'il y en ait plus. En fait c'est assez compliqué, c'était la première fois que je faisais sur deux formats et je n'ai pas envie de recommencer. Notamment parce que je me suis retrouvée à un moment à défendre un film auprès d'un diffuseur qui avait beaucoup aimé le dossier mais un film qui était un peu singulier par rapport à ce que ce diffuseur diffusait habituellement et je ne sais pas pourquoi il a oublié ça quand il lisait le dossier, et en l'occurrence il y a eu un moment pendant le montage qui était un peu douloureux parce que effectivement ce n'était pas un film comme il avait l'habitude de produire et ça c'est une chose. Puis de l'autre côté on a une autre version du film (qui s'appelle « L'hippodrome ») et même là on n'est pas dans les clous de la convention collective donc pas dans les clous pour obtenir un agrément donc pas dans les clous pour imaginer une sortie traditionnelle et en plus le film fait une durée ... puisqu'il fait 66 minutes. J'ai l'impression que le fait d'être entre deux types de financement fait que finalement avec des choses qui flottent un peu entre différents espaces... Aujourd'hui le film est fini, ça ne fait pas très longtemps donc on est dans la première phase de soumission aux festivals avec évidemment une première ambition qui est la plus haute possible donc des festivals qui demandent l'exclusivité. On sait qu'en Bretagne on a un dispositif qui s'appelle Zoom Bretagne qui existe depuis 2013 et qui a été initié dans le dialogue avec les professionnels par la région Bretagne à travers l'analyse d'un territoire émaillé de lieux de diffusions extrêmement friands de cinéma. Donc en 2013 la région Bretagne a fait un appel d'offre pour la mission Zoom Bretagne, appel d'offre qui a été remporté par une association qui s'appelle « Ciné Phare » et qui au départ est un réseau de salles. Cette mission consiste à choisir des films produits et ou tournés en Bretagne sans distinctions pour les films aidés par la région Bretagne sans distinctions de financement y compris des films pourquoi pas autoproduits, fictions et documentaires, et il s'agit d'accompagner les tournées de ces films dans la région c'est-à-dire de contacter des exploitants, d'organiser des tournées et de rémunérer le réalisateur qui accompagne à hauteur de 120 euros par projection. La personne qui s'en occupe essaie au maximum d'aller chercher des films en dehors des filtres qui sont les filtres institutionnels des films qui ont obtenu l'aide de la région, le filtre des productions, ils essaient d'aller chercher les films hors radar et ils ont une commission qui décide des films. En 2016 il y en a eu 14, la commission les propose en pré-visionnement aux lieux et dans le cas où tout le monde est d'accord le film peut partir en tournée ou si un exploitant dit « moi j'ai repéré un film que vous n'avez peut-être pas vu et que j'ai envie de projeter

dans ma salle », à partir de deux autres lieux ils peuvent organiser une tournée donc c'est un dispositif qui peut être hyper intéressant et je voudrais ajouter, le mois du doc en Bretagne a depuis longtemps adopté la rémunération des réalisateurs qui accompagnent leur film par principe, même si au départ elle était de 50 euros et depuis la mission Zoom Bretagne qui elle rémunère à hauteur de 120€, dans la dernière convention entre l'Etat et la région en 2014, on a décidé d'une augmentation de l'indemnité à 100 euros, il y avait un désir d'aller vers le haut.

**Violaine Harchin :**

Juste une précision le type de lieu où se passent ces diffusions c'est vraiment de la salle ?

**Céline Dréan :**

Oui. Et une autre précision « Ciné phare » organise aussi des tournées pour des films qui ne sont ni produits ni tournés en Bretagne avec le même mode de rémunération des auteurs qui accompagnent leurs films, je ne connais pas la quantité de films accompagnés mais ils le font, certains ici en ont bénéficié.

**Régis Sauder :**

En tout cas ce dont tu nous parles c'est un modèle en dehors de la sortie nationale, des sorties qui soient un peu spécifiques à un territoire et qui peuvent se reproduire avec un accompagnement dans d'autres régions, il y a un accompagnement dans d'autres territoires, ce qui est intéressant c'est comment après au-delà de ce que tu vas pouvoir faire en Bretagne est-ce qu'il y a des choses que tu vas pouvoir faire en dehors de la sortie nationale ? Aujourd'hui à l'ACID on l'observe beaucoup la sortie nationale ça devient très compliqué, Laurent tu en parlais parce que l'idée d'avoir une salle à Paris qui est prescripteur avec le CNC qui nous dit mais non avoir un lieu sans une salle à Paris c'est possible mais dans les faits c'est pas le cas, et aujourd'hui rentrer dans une salle à Paris c'est très compliqué cette semaine encore Norte Film qui distribue un film a alerté la profession en disant y a pas de salle à Paris qu'est-ce qu'on fait ? Comment on peut réfléchir à quelque chose qui peut se déployer dans les territoires autour de film qui ne disposent pas de la sortie nationale et de la capacité d'accompagner sur tout le territoire est-ce qu'on peut pas imaginer des sorties dans le réseau commerciale et ou non commerciale et quel est la place de ces films qui a un moment ont été soutenu et si on abandonne la diffusion on abandonnera le soutien à la création et c'est important que tous les acteurs et l'enjeu du collectif il prend sens à cet endroit-là parce qu'on est tous attachés à la diffusion c'est l'objectif qu'on poursuit, est ce que toi tu peux nous parler de ce qui se passe avec Ubuntu par exemple ?

**Violaine Harchin :**

Ubuntu et Dock66 qui a une activité commerciale, on est une petite boîte de distribution puisque sur nos 5 ans d'existence on a une moyenne de 3 films par an aussi parce qu'on a décidé de leur donner à tous une place qu'on réfléchit à chaque fois de manière

singulière donc on a pas vocation à devenir un gros distributeur, on préfère choisir peu de films et les accompagner au mieux en faisant du sur-mesure car on pense que le type de films qu'on défend ça demande du temps et une réflexion de type singuliers, en tout cas notre constat c'est que c'était compliqué pour certains films de maintenir une sortie nationale parce que qui dit sortie nationale dit un certain nombre de couts qui sont pour certains distributeurs risibles mais nous, on fait un peu tout nous-mêmes et très vite quand on veut prendre un peu de consistance il faut déléguer évidemment et les budgets grossissent y a aussi l'enjeu de l'achat d'espace pour avoir de la visibilité et très vite on arrive à des budgets qui sont suffisamment conséquents pour à chaque fois être une vraie prise de risque, et pour le coup on s'est rendu compte qu'amortir un film de 50 000 euros c'est pas si simple que ça parce qu'il faut rappeler que beaucoup de films font moins de 10 000 entrées en salles.

**Régis Sauder :**

50% des films font moins de 10 000 entrées tous genres confondus.

**Violaine Harchin :**

Et ça on en a pas forcément conscience parce que nous tous ce qu'on voit c'est la réussite, les films qui sont très médiatisés, qui ont beaucoup d'écrans et ont des scores impressionnants mais il faut voir que ça correspond à une marge et la majorité des films ne correspondent pas du tout à cette réalité financière.

**Régis Sauder :**

Juste pour vous donner un exemple Lionel, en 2015 y a 20 films qui font à peu près 66% des entrées, chaque année y a 150 films qui sortent y en a 130 qui se partagent les 35% restants ça vous donne une idée.

**Violaine Harchin :**

Et cette réalité-là elle est compliqué parce que c'est une typologie de films qu'on défend qui est en question donc une logique de production et on peut pas changer cette donne-là alors avec Alexandra avec qui j'ai co-fondé cette société on a été dans une réflexion en disant qu'est-ce qu'on pourrait imaginer pour des films qui pourraient vraiment être classiquement sortis en national mais qu'il serait difficile de positionner dans l'offre aujourd'hui parce qu'il y a une pression très forte, pour ceux qui ont été là la semaine dernière à la conférence donnée par (Console Martin ?) la moyenne elle est à peu près par semaine c'est 13 sorties avec des semaines de pointes et d'autres où il y en a moins mais globalement il y a beaucoup de films évidemment c'est très trusté, il y a une très forte concentration avec des films qui prennent beaucoup d'écrans, du coup à ce moment-là on s'est dit, il faut peut être imaginer autre chose parce-que ça sert à rien de mettre la pression sur des exploitants qui ne peuvent pas décupler leurs écrans, ça Juliette tu nous parleras certainement de ta réalité dans un instant quand on a un mono écran on ne peut pas sortir tous les films qui sortent chaque semaine et c'est de ce constat là qu'est née l'envie d'accompagner quelques films qui ne rentreraient pas forcément dans les clous

d'une sortie nationale parce qu'on savait que ça allait pas être facile de les amortir et donc aussi pour les ayants droits de retomber sur leurs pattes parce que ce que nous voulons à terme évidemment c'est faire des reversements de recettes c'est l'idéal pour tout le monde, dans cette logique là on a imaginé autre chose, donc Ubuntu qui est une association est née de ça, et avec une idée effectivement de dire qu'on va trouver une complémentarité avec Docks 66 qui a fait son petit nid déjà, à son humble échelle dans le monde des exploitants, donc on va continuer de faire du commercial en faisant des demandes de visa temporaires quand y avait pas de visa même si il n'y avait pas d'agrément sachant que l'agrément est un plus pour un distributeur mais n'est pas une condition sinéquanone, nous on a distribué des tas de films qui n'avaient pas d'agrément, très concrètement cette logique de dire on peut faire du commercial il faut qu'on la pense autrement c'est-à-dire on peut faire du commercial sans sortie nationale et ça va être de travailler avec les exploitants dans des séances événementielles au cas par cas et aller pourquoi pas sur des tournées, je pense que là il y a des choses à imaginer sur chacun des territoires en association avec des structures qui font déjà ce travail-là et essayer d'imaginer des logiques pour arriver à cofinancer les déplacements des auteurs réalisateurs, leurs rémunérations puisqu'il s'agit d'une question qu'il ne faut pas éluder parce que je pense que ces séances marchent beaucoup autour de l'accompagnement des films et au bout d'un moment c'est très chronophage pour les auteurs réalisateurs et c'est hyper important je pense qu'on réfléchisse collectivement sur toute la chaîne sur comment rémunérer ce travail, donc dans le champ commercial il y a une réflexion qui a émergé de dire on peut travailler sur de l'événementiel, ne pas s'interdire de faire du commercial même en dehors d'une sortie nationale c'est tout à fait pensable et on a commencé à le faire et en complément de ça avec notre association on propose un dispositif de tournée citoyenne à l'égard de publics empêchés qui vont pas forcément dans les structures et on va à la rencontre de gens dans les foyers, dans les prisons on travaille avec un peu plus de flexibilité par rapport à la chronologie des médias sur lequel on est très vigilants quand on est dans une sortie nationale, là on se donne plus d'oxygène par rapport à ça donc ça a aussi du bon et on pense aussi que ça peut ouvrir des pistes de réflexion même si on a pas révolutionné les choses parce qu'on rencontre souvent des auteurs réalisateurs, des producteurs qui sont souvent très frustrés en fonction des contextes de production qui se font avec des télévisions locales, il y a des bassins d'audience très à la marge, on se retrouve avec des films qui dorment sur des étagères de placard et c'est dommage parce que ces films-là effectivement comme le rappelait Régis en intro, on fait des films pour qu'ils soient vus et notre soucis commun à tous c'est qu'il soient vus.

### **Régis Sauder :**

Ça veut dire une sortie qui n'est pas une sortie nationale ça veut dire travailler sur une autre temporalité plus longue ?

**Violaine Harchin :**

Complètement, en sortie nationale beaucoup des chiffres se jouent sur les quatre premières semaines donc il y a une pression très forte avec des enjeux économiques alors que quand on est plus dans une sortie nationale on peut se dire qu'on prend les droits sur un film pour tant de temps on travaille, on réfléchit pour dire qu'il y a pleins de manières à diverses occasions de relancer la vie d'un film, et on a beaucoup moins la pression de la fenêtre de sortie, c'est un peu l'idée.

**Régis Sauder :**

Alors Juliette il y eu une expérience il n'y a pas très longtemps dans le cadre de cette sortie qui n'est pas nationale, Docks 66 et Ubuntu accompagne Alice Diop que tu as montré au Gyptis, quel est ton attention à ces films qui ne disposent pas d'une sortie nationale, d'autant que toi tu ne diffuses pas les films forcément au moment de la sortie nationale et est-ce que par ailleurs il y a une attention aussi aux œuvres qui sont faites sur le territoire. Est-ce qu'ici il y a des dispositifs comme on peut le connaître en Bretagne qui ont cette capacité d'accompagner ces œuvres là même s'il n'y pas eu de sortie nationale est ce qu'il y a plusieurs casquettes au Gyptis est ce que tu es adhérente je crois des cinémas du Sud. Il y a Vincent Tabourey dans la salle et aussi au GNCR j'ai pleins de questions à te poser sur la question de la rémunération des réalisateurs dans leurs accompagnements de leurs tournées on y reviendra peut-être plus tard. Les positions ne sont pas toujours très claires dans ces différentes organisations. Est-ce que tu peux nous parler de ton rôle de programmatrice, comment tu accueilles ces propositions qu'elle place elles peuvent avoir sur un mono écran comme le tiens.

**Juliette Grimont :**

Je parle d'une situation qui est très particulière puisque je programme un mono écran qui n'a qu'une quinzaine de séances publiques par semaine elles se rajoutent avec cinq séances scolaires chaque semaine, qui ferme six semaines l'été on a quand même assez peu de fenêtres d'ouverture au public par rapport à des multi salles ceux-ci état dit on est loin d'être un modèle marginal car en France il y a pratiquement la moitié des cinémas qui sont des mono écran. C'est une réalité qui est très présente sur le territoire français. C'est d'autant plus cruel pour nous car il y a parfois certaines semaines quasiment une vingtaine de films qui sortent effectivement c'est très difficile d'arriver à trouver un chemin de programmation à travers cette multiplicité. Je suis pas du tout entrain de dire qu'il y a trop de films je ne le pense pas je pense que c'est très bien qu'il y a autant de films qui sortent c'est une vraie diversité dans les propositions. Mais par contre il y a parfois la peur d'un distributeur la volonté de prendre énormément de place qui empêche cette diversité de se déployer sur les écrans. Et c'est pour ça que je pense que le travail que peut faire docks 66 à travers ces sorties un peu marginales et le travail que nous on fait est extrêmement complémentaire. Puisqu'effectivement on essaye de trouver des façons différentes de montrer les films qui sont liés à nos capacités en termes de nombres de séances, en termes de positionnement du cinéma dans la ville etc. Et que ces spécificités-là chaque cinéma a les siennes doivent être accompagnées par des

spécificités de diffusion des films. Et donc le fait que certains distributeurs imposent du nombre de séances délirants sur la sortie de certains films qui sont évidemment les plus gros les plus attendus empêche à d'autres films d'exister dans les salles de leurs façons singulières et ils ont le besoin d'exister de façon singulière. Donc c'est déjà un premier point effectivement c'est en étant inventif et puis en s'alliant car on a parmi les distributeurs de vrais alliés. Il y a des partenariats à créer de distributeurs exploitants pour inventer ensemble de nouveaux modèles sur les territoires. Ensuite sur la question des films qui n'auraient pas de sortie nationale ou qui n'auraient parfois pas de numéro de visa sur ces questions-là on essaye de développer les choses sous plusieurs directions le travail avec les festivals évidemment qui est essentiel puisque ce sont beaucoup eux qui nous amènent ces films-là. Nous en tant que programmeurs on a pas forcément le temps de découvrir de voir évidemment on va aux festivals mais étant donné que les vingt films qui sortent par semaine les distributeurs nous harcèlent avec des liens Vimeo pour les voir. Et des projections de presse... quand on a pris le temps d'en voir dix sur les vingt qui sortent, comment on fait pour découvrir les autres ? On a besoin de partenaires et d'experts qui sont de vrais relais qui vont dénicher des films qu'on aurait pas eu le temps de voir. Donc ça se joue beaucoup dans le rapport avec les festivals. Mais aussi le rapport avec les associations d'ailleurs qui ne sont pas toujours des associations liées à la culture elles peuvent être des associations sociales qui nous ramènent des films. Je n'ai pas vraiment de problèmes avec l'idée de l'instrumentalisé des films qui parlent des thématiques sociales je pense que le cinéma il se prend par tous les angles. C'est à nous en tant que programmeur de ramener la question de cinéma quand elle est complètement mise de côté par les gens qui nous ont fait les propositions qui interviennent dans la discussion. Tous les moyens sont bon pour faire vivre ces films de façons différentes pas simplement en les exposant à vingt séances semaine dans un cinéma.

**Régis Sauder :**

Sur ce qui se crée et ce qui se produit en région est ce qu'il y a un lien est ce que tu envisages en tant que programmatrice d'un territoire, un lien particulier à ces œuvres qui sont portées par les créateurs qui sont ceux de ta région ?

**Juliette Grimont :**

J'ai évidemment une attention particulière d'autant que je travaille pour Shellac qui est quand même producteur ici à Marseille et qui a produit et distribuer des films des réalisateurs qui vivent ici donc forcément le fait d'être dans cette entreprise là je découvre un peu tout le terreau de création marseillaise et en étant proche d'autres salles. Je suis ce qui est montré au vélodrome au polygone... Cette intention-là se fait assez spontanément, naturellement. Il y a d'autres relais comme les cinémas du Sud par exemple qui dans ses pré-visionnements privilégie les films qui ont été tournés dans la région PACA assez systématiquement il y a un film soutenu par la région PACA qu'on fait découvrir en pré-visionnement et ensuite cinéma du sud peut organiser des tournées des

réalisateurs, ce sont des relais essentiels sur lesquels on s'appuie pour faire vivre la création régionale.

**Régis Sauder :**

Tout à l'heure tu parlais de tes partenaires pour soutenir cette idée de la programmation ça nous fait un lien direct avec Luc pour la question des festivals mais c'est Violaine qui va lui poser cette question et faire ce lien.

**Violaine Harchin :**

C'est intéressant que Luc tu nous parles de ton accompagnement qui n'est pas seulement basé sur des critères régionaux loin de là vous avez une ligne éditoriale qui englobe pleins de choses c'est donc peut être intéressant que tu prennes la parole à ce sujet y compris sur vos axes de développement et de réflexion à Image de Ville sur des films que vous avez accompagnés même au moment de leur sortie en salle que ça soit « Souvenir de la Géhenne » à son échelle et « Retour à Forbach » que tu nous parles de ce travail d'accompagnement aussi.

**Luc Joulé :**

Donc moi je parlerai d'un point de vue qui est celui de la diffusion à partir de l'expérience qu'on mène depuis 2003 avec Image de ville une idée à l'origine de Bruno Jourdan et sur laquelle on s'est retrouvés et on y travaille maintenant depuis plus de 15 ans, le travail que je fais en tant que diffuseur je l'enrichis aussi de ma pratique de cinéaste et d'avoir la possibilité de faire des films qui sortent en salle, éventuellement on a parlé d'un film ce matin et moi c'est aussi quelque chose qui m'aide beaucoup de pouvoir accompagner mes films dans les salles et voir ce qu'il se passe de ce point de vue, mais aussi dans mon travail à Image de Ville voir comment on peut se positionner et apporter des contributions dans des espaces où visiblement il y a besoin d'une contribution supplémentaire, moi j'ai la chance de faire des films, avec Sébastien on fait des films pour qu'ils se retrouvent dans les salles parce qu'ils nous semblent qu'il n'y a qu'à cet endroit-là que le temps du film compte autant que le temps de la parole, nous on tient à ce que le public se retrouve et parle après le film, on tient à ce que ça se fasse dans les salles commerciales parce qu'on ne veut pas désertier non plus cet endroit-là on a la chance d'avoir un distributeur qui est aussi le producteur qui s'engage plutôt activement sur l'accompagnement des films qui nous donne les moyens de travailler avec des gens qui font un travail de relation avec les publics donc cet expérience de mes films dans les salles me sert aussi beaucoup sur le travail qu'on fait à Image de ville, pour ceux qui ne connaissent pas la structure a été créée publiquement en 2003 d'abord pour organiser un festival sur la base d'un projet clair, valoriser la création cinématographique qui parle de la ville puisque je vous rappelle que depuis 2008 nous avons passé un cap au niveau de la civilisation que désormais sur la planète nous sommes majoritairement devenus des urbains, que ce n'est pas parce que nous vivons en ville que nous savons vivre en ville et que le cinéma étant né de l'apparition de la ville moderne, le cinéma a toujours été attentif à accompagner le développement de la ville tant dans sa forme que dans sa fabrique etc,

et qu'il nous a semblé que le cinéma était un bon moyen de cette culture de l'urbain et créer un débat citoyen autour d'un fait de civilisation maintenant qui s'impose à nous et face auquel il faut être conscient engagé participant, donc on crée le festival en 2003 avec un parti pris assez fort d'emblée c'est-à-dire qu'on refuse la dimension compétitive on veut créer un festival culturel, un espace où on peut valoriser la création cinématographique dans toutes ses dimensions de genre graphique et d'époque historique, on veut que le festival serve à faire la rencontre de la discipline cinématographique mais aussi des autres disciplines, et des disciplines de l'urbain, qu'autour du film on puisse dialoguer entre cinéastes, architectes, géographes, sociologues, et qu'à partir de là la rencontre avec le public s'opère, mais le festival n'est que le vaisseau amiral du projet, puisque dans le projet tel qu'on le dévoile en 2003 on veut essayer d'être présent sur l'ensemble de la chaîne de création depuis l'accompagnement d'auteurs, de projets, jusqu'à leur rencontre avec le public en particulier par un événement festivalier mais pas que et c'est vrai que en 2010 par exemple on ouvre une section films en chantier d'ailleurs Régis en 2015 a pu profiter de cette invitation pour une séance en chantier de « Retour à Forbach » donc on essaie de faire en sorte aussi qu'un festival soit non seulement un espace où on peut valoriser les films mais aussi où le travail de la création cinématographique peut s'exposer et où le cinéaste peut profiter d'un espace de rencontre avec le public pour poser des hypothèses présenter un film en cours proposer des invités, Régis avait souhaité inviter Didier Eribon et ça a produit pour lui beaucoup d'effets sur l'évolution de son travail d'écriture et en 2011 on lance une autre section qui est en région parce qu'il faut qu'on soit attentif aussi à ce qui se fait sur notre territoire pas forcément des films d'auteurs régionaux mais des films qui soient produits sur le territoire pour essayer de valoriser l'ensemble de la filière et puis par ces expériences à l'intérieur du festival aussi nourries par mon expérience, moi je fais un film « Cheminots » en 2010, en 2015 « C'est quoi ce travail ? » sort dans les salles et on s'est rendu compte en 5 ans combien les fenêtres s'étaient réduites dans les salles, en gros « Cheminots » l'exploitation c'était une soirée par événement et derrière une ou deux semaines avec 3 ou 4 séances par semaine alors que « C'est quoi ce travail ? » ça a été une soirée événement point, et chez certains exploitants que je ne nommerai pas, qui se revendiquent comme particulièrement engagés le film n'a jamais été programmé, il sort en octobre, il fait Lyon 4 mois plus tard même pas en centre-ville, donc on s'est rendu compte en 5 ans combien les choses s'étaient rétrécies et l'expérience de films en chantier parce que l'une de nos ambitions c'est aussi retrouver du temps ce qui est important pour nous à tous nos niveaux c'est de ne plus céder à cette dictature du temps qu'on nous impose et retrouver des marges de manœuvre, retrouver d'abord le temps de faire notre travail ça c'est important et puis de permettre aux œuvres de rencontrer le public parce que je pense qu'aujourd'hui il faut qu'on réfléchisse à d'autres manières de porter les œuvres vers le public il faut aussi qu'on réfléchisse à comment associer le public à nos choix de programmation notamment du les réflexions à qu'on se lance aujourd'hui on travaille sur la mise au point d'un dispositif de résidence d'écriture qui s'appuierait sur le festival pour initier sur une année un dispositif ares un appel à projet nous permettent d'accompagner un certain nombre de projets 5 ou 6 que cela soit de la fiction ou du documentaire à

l'année . Et puis qu'on réfléchisse à cette micro niche et on l'a testé avec le film de Régis, Violaine et Alexandra ont essayé d'accompagner les films qui ont un intérêt pour nous, à partir du moment où ils questionnent l'espace urbain à accompagner à proposer un accompagnement au culturel aux distributeurs autour d'un réseau qu'on connaît « Retour à Forbach » que l'on a mobilisé le réseau national des maisons d'architectures en France pour essayer de mobiliser les partenaires culturels autour de la sortie commerciale à partir de la présence du film dans les salles sur le territoire national. Je pense que la principale préoccupation qu'on doit avoir c'est de redonner du temps pour développer au mieux les relations professionnelles et culturelles et remettre au centre l'œuvre et la relation au public.

**Violaine Harchin :**

Jean-Marie Barbe, est ce que tu peux parler de cela, de défendre les films, quelle est le point de départ de la plateforme VOD que vous avez créée ?

**Jean-Marie Barbe :**

Je vais essayer d'être aussi synthétique que mes collègues. Le point de départ de cette plateforme Tènk qui est consacrée au documentaire d'auteur exclusivement. C'est les films d'auteurs documentaires sont un peu vus en salles pour une part mais les gros succès sont des films thématiques « Merci patron » mais il y a du cinéma mais « c'est Demain », plutôt des films dossiers chargés thématiquement. La salle accueille des films aujourd'hui de création d'auteurs qu'elle n'accueillait pas il y a 20 ans. Avant « être et avoir » avant Michael Moore... ça s'améliore aux cotés des salles c'est indéniable ça c'est un point négatif : du côté des télévisions le paysage s'est considérablement dégradé. Et les télévisions du premier cercle France TV Arte Canal etc. Pour des raisons qui sont liées à l'histoire de la télévision de sa nature profonde je le pense on est dans une logique de pas prendre de risque et d'aller plutôt vers des choses qui sont formatées c'est-à-dire de correspondre aux couleurs de la chaîne. Et qui font qu'il y a vingt ans quand un auteur avait un projet il allait voir un producteur, ce producteur allait voir un diffuseur, et il lui présentait le projet le diffuseur lui dit oui non voilà, mais ça faisait de la création vers la télévision. Aujourd'hui on a une case société, je suis responsable éditoriale une case dans cette chaîne, je vais à des diners en ville, je reçois des projets et je sais que là c'est l'anniversaire de la mort de Mandela, là c'est le 100ème anniversaire du débarquement de je sais quoi...le prix Nobel de ? Donc c'est ça, je vais chercher auprès des producteurs des projets qui correspondent à ma grille éditoriale même pas une ligne éditoriale une grille éditoriale. Et le producteur qui a des projets de création sous le bras et qui était venu pour un projet sur un quartier de Marseille au quotidien à travers une famille multiculturelle, le producteur il va dire oui pourquoi pas je vais en parler à mon auteur en attendant de faire le film d'auteur. On a l'inversion de la pyramide, c'est plus de l'auteur vers le diffuseur mais le diffuseur vers les auteurs donc quelque chose s'est vraiment perdu dans le ressort de la création. Je schématise, en même temps la réalité est assez caricaturale le schéma est pas loin d'une vraie réalité.

Face à cette situation au début des années 2000 grâce à la révolution numérique des outils légers qui existait déjà mais qui se sont perfectionnés des final cut pro qui permettait dans la légèreté des outils à des auteurs de continuer à faire des films. Même si un premier film portait par un producteur ou un jeune producteur qui est pas du sérail est un personnage non grata dans ses serres où il s'agit d'être présent d'être vu etc, etc. malgré cette difficulté de placer des films avec ces télévisions là un certain nombre de films se font et les aides institutionnelles type CNC type aide régionale ont beaucoup contribué à ce que le tissu s'étoffe dans notre pays, grâce aux festivals à la multiplication des festivals à la multiplication des écoles et grâce à des diffusions qui sont inventés tous les jours exemple en les films ont du mal à avoir un soutien des tv et du mal être diffusés quand ils existent à part quelques niches d'où l'idée puisqu'on organise un festival ce cri du cœur de conscience aigu de notre rôle, c'est qu'on voit on montre des films en festivals absolument magnifique et vraiment et depuis des années et ces films ne sont vu que par les gens qui vont dans des festivals pour le dire rapidement les régions se sont toutes mises à soutenir la création dans les régions, les élus s'interrogent sur mais qui voit les films du coup ? il y a les petites télévisions TSP il y a parfois un France 3 qui va accepter un film sans trop le formater encore que il y a des exceptions mais globalement mais il y a un problème de donner accès aux citoyens aux individus leur donner accès à cette culture qui est une culture essentielle, fondamentale, qui est un regard différent de l'info qui est un regard de cinéaste, un film ça prend 2 ou 3 ans avant d'être fait, il y a du temps, de l'intelligence et dans la forme et dans le fond, et tout ça reste sur des étagères, c'est diffusé une fois ou deux, c'est montré dans un festival et puis très peu montré au regard de ce que ça coûte comme investissement humain et comme argent donc y a un hiatus d'où l'idée de mettre en place via le net quelque chose de différent de la VOD, non pas d'apporter un catalogue comme ça de 1000 films et dire aux gens servez-vous, non l'idée c'est vraiment d'éditorialiser les choses et de prendre le modèle de Netflix c'est-à-dire qu'on éditorialise, on propose chaque semaine huit à dix films qui sont au départ pas thématiques mais qui sont au départ quand même choisis par rapport au champ géographique au champ humain qui les caractérise, en gros il y a sur Tënk des plages et non pas des cases, une plage écologie, une plage « brouillon d'un rêve » en partenariat avec la SCAM, une plage festivals, une plage histoire, politique, la présentation des grands classiques inconnus de quasiment tout le monde des grands auteurs de documentaire, ils restent deux mois en ligne, donc on fait un travail d'organisation d'une diffusion, organiser la diffusion ça suppose accéder ou faire accéder des publics à ces œuvres et donc d'une certaine manière d'inventer des publics pas qu'on retrouve les gens qui sont dans les festival s'abonner à Tënk donc tout notre travail aujourd'hui et je vous encourage vous qui êtes ici à venir nous aider, tenir une démarche collective, on est dans un système coopératif qui fait que les actionnaires sont des acteurs soit département soit des privés mais 70 % de l'argent gagné par Tënk est réinvesti dans les films alors nous on va se battre pour que ce soit 100% , bon nous on paye les gens mais notre but c'est que l'argent soit réinvesti et moins dans l'achat parce que c'est assez ridicule ce qu'on paye ce qu'on donne aux films, en gros pour un film d'une heure c'est 250 € pour deux mois en ligne. C'est pas indécent,

au regard de notre économie mais ce n'est pas ce qui rapporte de l'argent aux ayant droits, ce n'est pas ce qui fait vivre un métier, par contre notre objectif c'est dès l'an prochain qu'on soit sur une co-production d'une centaine de films par an donc c'est une machine assez lourde qu'on met en place avec des salles de mixage d'étalonnage et surtout une stratégie d'alliance, on va voir les collègues de la SCAM en leur disant on y va ensemble vous mettez un peu de pognon on met de l'industrie et on devient ensemble diffuseurs apportant les fameux 12 000 euros qui font que un texte lié à l'architecture, à la science, à des choses qui sont au demeurant pas forcément narratives que ce texte ne va pas se faire éliminer par une commission mais que ça va permettre à une création extrêmement singulière d'exister donc on passe alliance avec le Cnap on va le faire avec la CFDT on va le faire avec la CGT, l'idée c'est aller chercher des partenaires qui comme nous ont une haute idée de la fonction que peuvent remplir ces films dans notre monde on est convaincus qu'aujourd'hui voir des documentaires régulièrement c'est élémentaire dans la culture de chacun, on est convaincus de ça et ces partenaires le sont, puis à côté de ces partenaires y a l'idée de créer un fond d'investissement qu'on fond de type fondation pour faire simple, qui est assez souple et qui permet à des gens de bénéficier du crédit d'impôt en mettant 2000 ou 3000 €, l'idée serait qu'il y en ait une centaine qui fassent ça et chaque année on investit dans un certain nombre de films mais on aura l'occasion d'en reparler, il y a une négociation qui se mène avec le CNC pour que les plateformes puissent faire ces choses, aujourd'hui c'est un peu compliqué mais ça va se débloquer, alors ce que je voulais dire aussi c'est qu'à Lussas y a une structure qui a pour mission conventionnée par la région Rhône Alpes Auvergne et le CNC, et donc je pense que cette région pourrait très bien en bénéficier aussi, c'est que les films aidés par la région, moyennant une sélection, aidés au sens soit tournés soit produits, la région a accepté de financer l'une des douze structures du village documentaire de Lussas et cette structure son rôle c'est de développer de la diffusion en salle moyennant une sélection et dans un tissu structuré ou peu structuré comme les bistrot de pays, les associations de village et là donc ça fait deux ans que ça existe il y a 60 lieux par an qui accueillent les films et le principe c'est l'équipe des (toiles du doc ?) qui fait un catalogue de douze films par an et ces films sont tout à fait honorables, le niveau est assez impressionnant en terme de qualité, ils rajoutent quelques films pour compléter et c'est diffusé dans ces lieux de manière régulière, par exemple dans un bistrot de village il y a 3, 4, 5 séances dans l'année et l'objectif c'est aussi de travailler avec les Bibliothèques centrales de prêt de département, sur l'Ardèche il doit y avoir 150 lieux où la Bdp dépose des livres, il y a là l'objectif d'être une sorte de relais pour les films, une sorte de médiation par la bdp pour que ces films puissent être vus, donc c'est l'idée aussi qu'il y a une économie, ça prolonge ce qui a été dit tout à l'heure, il y a un public et une culture à bâtir sachant que le CNC met 1€ quand la région met 1€ et je crois que le budget global de la structure doit tourner autour de 70 000 à 80 000€, il y a une salariée et le reste c'est des frais payés au réalisateur parce qu'il y a évidemment l'organisation de tournée, 100€ pour chaque soirée, on retrouve des principes qu'on retrouve ailleurs.

**Céline Dréan :**

Oui justement tout à l'heure quand tu parlais de temps, retrouver du temps pour travailler les films et là tu parles de public, juste je voulais dire : ce qu'il se passe en Bretagne c'est aussi lié au temps qui est passé et qui a été passé à rencontrer des lieux et des publics c'est-à-dire que je vous ai dit tout à l'heure que le mois du doc, c'était 200 projections, c'est 200 lieux en fait, sur 1200 au niveau national c'est énorme et c'est énorme parce que les 4 associations qui travaillent sur le mois du doc travaillent sur ces lieux à l'année depuis 10 ans 15 ans 20 ans ce sont des lieux avec qui il y a une confiance énorme, maintenant les lieux attendent la programmation du mois du doc qui est une programmation exigeante, qui privilégie la qualité, ils ne sont pas du tout dans une logique de faire le plus de lieux possibles, ce n'est pas intéressant mais évidemment pour les partenaires financiers c'est à mettre en valeur, un autre truc qu'il se passe c'est le fait que les salles sont en attente de ça, les gens se retrouvent dans n'importe quel endroit qui sont des lieux qu'ils connaissent déjà, leur médiathèque, leur salle polyvalente, et du coup vont dans un lieu qui n'est pas du tout intimidant et prennent l'habitude de regarder du documentaire moi je suis assez d'accord que ce devrait être de santé public et les médiathèques par exemple, la personne qui s'occupe de zoom bretagne me disait la semaine dernière que les médiathèques sont demandeuses auprès de zoom bretagne de développer, d'imaginer de récupérer les films en vod, et ils réfléchissent à savoir si c'est pertinent parce que ce n'est pas une demande des lecteurs, ce sont les lieux qui disent « allez on continue on met des choses en place » et du coup ils réfléchissent si il est plus pertinent de mettre en place un dispositif dvd ou plutôt de renvoyer vers des liens de dispositifs existants, gratuits ou payant, il y a vraiment encore une fois d'autres manières d'aller chercher ces publics, et je pense que la question de regarder son territoire, voir ce qui existe déjà et s'appuyer dessus elle est fondamentale.

**Violaine Harchin :**

Complètement, pour compléter, ce travail qui est fait en Bretagne, en Rhône Alpes, il est aussi fait par d'autres régions en Grand Est, Aquitaine avec la mise en place d'annuaires qui recensent les films, leurs donnent donc de la lisibilité, de la visibilité, qui aident les lieux pour trouver leur programmation en fonction de thématiques ou d'un auteur ou quelque chose qu'ils travaillent eux et ça aujourd'hui j'ai pas vraiment l'impression que ça existe ici je pense que ça fait partie des axes de réflexion qu'on pourrait mener pour donner une meilleure visibilité aux films qui sont à la fois soutenus par la région mais aussi plus globalement qui sont issus de la région par leur auteur réalisateur ou leur producteur je pense que ce sont des choses simples sur lesquels on pourrait assez facilement œuvrer collectivement et après dans la réflexion ces exemples régionaux qui s'appuient sur un tissu local marchent pour faire exister ces films qui ont été soutenus, moi j'ai presque l'impression que c'est un combat qui dépasse l'intérêt de notre secteur, c'est une préoccupation citoyenne, c'est de l'argent public qui peut être investi à un moment de la vie d'un film que ça soit à l'écriture ou au stade de production ou de développement et à un moment quand on sait que ces films et de surcroît ceux qui n'ont pas forcément de distributeur, il y a plein de films qui n'ont pas de distributeur, les

producteurs ont pas forcément le temps d'accompagner le travail de diffusion parce que c'est un autre travail, et ça prend aussi beaucoup de temps dans la vie des auteurs réalisateurs combien il y en a qui font les inscriptions comme ça en festival, il y a un travail dithyrambique à porter et ça pourrait être structuré régionalement, il y a plein d'initiative dont on peut s'inspirer avec pleins de pistes de réflexion à mener en région PACA à ce sujet.

### **Jean-Marie Barbe :**

Je voudrais rajouter une chose, depuis le mois de septembre on travaille on est une commission avec Images en bibliothèques, avec la SCAM, avec le ministère de la culture, on travaille sur la création d'un cinémathèque documentaire qui est une idée au départ de Julie Bertucelli et cette cinémathèque va se faire sur Paris mais avec deux volets : un volet parisien une vitrine projections quotidiennes de documentaires, elle sera domiciliée à la BPI de Beaubourg et puis un volet région, et dans le volet région il y a l'idée que cette cinémathèque ait un rôle de coordination et de soutien à des dynamiques de région, des dynamiques constantes, des gens qui font un travail et c'est un appel, seront élus ou partenaires les gens qui se manifesteront, les collègues d'images en bibliothèques font un gros travail et font déjà un inventaire de partenaires et de médiathèques et en régions mais il y aussi beaucoup d'acteurs en régions qui ne sont pas forcément partenaires ou qui le sont ponctuellement sans se signaler alors qu'ils font un travail d'éducation à l'image, de diffusion, de médiation toute l'année, donc si c'est le cas de certains d'entre vous il me semble évident de se signaler, il y aura une première rencontre aux états généraux du documentaire de Lussas en août (24/25) rencontre avec tous ces acteurs en leur demandant de présenter probablement pour les douze mois avenir un programme qui pourrait être non seulement aidé mais coordonné de manière à ce qu'il ait un écho national, c'est-à-dire en gros que tu fais un travail sur documentaire et architecture et ce travail peut être repris par d'autres régions, donc il y a un travail fédérateur qui peut être extrêmement important et qu'il ne faut pas laisser à la seule ville de Paris, si il y a bien un champ où le documentaire est une dynamique puissant dans les régions, c'est bien le champ du documentaire de création, dans sa diffusion comme dans sa création et sa production donc allons y ne soyez pas absents de cet enjeu parce que nous on a pas la force et le temps d'aller sonner à toutes les portes, si il y a deux trois acteurs de la région qui sont prêts à saisir cette opportunité faut la saisir, pas par opportunisme mais par le sens de l'opportunité dans le sens politique du terme c'est-à-dire que ce qu'on défende soit vu par d'autres et relayé par d'autres c'est là que ça marche, je voulais vous le dire, la ministre a signé l'engagement de l'état sur cette cinémathèque, il faut qu'elle soit un outil dont les acteurs de régions majeurs, ceux qui font déjà un travail puissent se saisir.

### **Régis Sauder :**

Je crois que Jean-Marie nous prouve à quel point ces tables rondes... On a parlé de développer la transversalité en région, l'enjeu est vraiment là, à l'endroit de la diffusion c'est là que la transversalité est la plus évidente parce que c'est là qu'est notre objectif, on a pas diffusé la bande annonce de Tënk, on va le faire à la fin de cette table ronde, là

on va vous donner la parole parce que ce qui se joue encore une fois c'est l'idée de la co construction entre tous ces acteurs qui permette de songer à un moment à un lieu pour cette articulation avec la cinémathèque documentaire, c'est songer à une façon d'exposer les films différemment et de faire en sorte que cette production en région elle soit mieux diffusée accompagnée, on a tous à y gagner les distributeurs, les exploitants, les producteurs et les auteurs donc on vous laisse la parole si vous avez des questions. Et on gardera quelques minutes pour la bande annonce de Tènk, c'est important.

**Public 1 :**

En fait, moi il y a quelque chose qui me tient un peu à cœur c'est que ces films pour les faire voir faut peut être partir au point de départ à l'éducation des gens qui ne lisent plus mais qui je dirais que l'espace qui pourrait être très intéressant pour que les gens prennent l'habitude de regarder des documentaires puis continuer à les voir plus tard c'est l'école, donc il y a des initiatives qui existent un peu pendant le mois du doc mais c'est très marginal, il y a cette expérience qui a un niveau pilote qui est educ'arte mais je pense que c'est un terrain qui est à conquérir, moi j'imagine très bien que des étudiants en cinéma pourraient consacrer du temps pour aller dans les écoles et présenter un film en parler avec les gens et les sensibiliser à ça.

**Jean-Marie Barbe :**

Oui les étudiants en cinéma à condition qu'ils aient la connaissance de ces films. La ligne directrice en termes d'invention de public c'est partir de l'idée qu'avoir une culture documentaire c'est comme faire ses humanités il y a quelques années il y a 40 ou 50 ans. Et dans tous les étudiants en sciences humaines, sociologie, économie, sciences po, ethnographie, anthropologie tous ces étudiants doivent pouvoir accéder à cette culture et un de nos chantiers à tenk c'est de négocier au sein des en université la possibilité d'abonner les étudiants via une médiation. On a commencé par les écoles d'arts continuer en master audiovisuel et en option. L'intime conviction c'est que la médiation viendra de ces jeunes étudiants car ça marche, à chaque fois qu'ils découvrent c'est un continent nouveau. Il y a un énorme chantier ça prend du temps mais on peut y arriver

**Public 1 :**

Depuis avant la création de Tènk j'essaye de convaincre l'administration de le faire c'est un peu compliqué. Je parle aussi de l'école, du lycée, du collège, il y a un espace aussi qui devrait s'ouvrir au documentaire et permettre aux gens et après d'acquérir cette culture et de partager des choses après.

**Régis Sauder :**

On parle du documentaire mais évidemment il y a aussi la fiction c'est le cinéma plus globalement. Pour rebondir sur ce qu'a dit Luc tout à l'heure c'est vraiment une question de temps je viens de faire 62 dates pour accompagner mon film j'ai bien vu des lieux où il y a des expériences vertueuses où le public est là où le public est jeune où il n'y a pas que le troisième âge en salle. Il y a une façon à un moment de réinventer le rapport du public à

la salle et je crois qu'une de ces façons c'est faire en sorte que le public puisse aussi de venir à un moment prescripteur attentif aux propositions je sais qu'au Gyptis il y a un atelier de programmation. C'est aussi dans la disponibilité de certaines salles justement de se dégager de ce temps de la sortie nationale, et d'être dans la mission de se faire une place pour avoir les gros films. A un moment se rapport d'éducation à l'image où le public jeune peut devenir prescripteur en lien avec des associations d'éducation à l'image, des établissements scolaires, c'est une façon justement de renverser la proposition. Peut-être Juliette peut nous parler de cet atelier de programmation je trouve que c'est vraiment des choses qui doivent se développer et qui nous permettent de ne plus être dans cette logique d'offre à la demande on est tout le temps dans une espèce de course où seuls les gros vont gagner. A un moment on se demande comment faire contre le monopole de ces gros films qui écrasent tous les écrans. J'étais très heureux de t'entendre dire qu'il n'y a pas trop de films parce que c'est quand même ce qu'on entend tout le temps au CNC. Je fais partie de la commission d'attribution du label arts et essaie en région Sud Est quand je vois les grilles de programmation dans les salles il n'y a pas trop de films, tout le monde voit les mêmes films à part quelques exceptions où les gens font quelques programmations tous les gens voient les mêmes merdes, parfois des bons films mais je veux dire à un moment où est ce que cela se joue ce combat-là ? Ça se joue localement, régionalement dans ces initiatives-là avec l'idée qu'on peut aussi faire avec le public qui devient aussi acteur de ces programmations. Alors peut être Juliette sur ces ateliers de programmation ?

**Juliette Grimont :**

Cela a été un enjeu assez important pour nous d'avoir des personnes assez jeunes. Dans l'idée de l'ordre de la transmission mais il était aussi question pour les adultes de pouvoir se remettre en question en étant face à la cinéphilie des jeunes en la comprenant mieux de réviser un peu nos jugements un peu préconçus sur leurs absence de culture, non ils en ont juste une très différente mais aussi des pratiques très différentes en fonction des âges c'est une évidence et je pense que les salles de cinémas ont tout à gagner à s'ouvrir sur ces nouvelles pratiques qui très souvent sont liés au numériques, sont liés à internet à la VOD, d'où le fait qu'on va expérimenter quelque chose à partir de mois de septembre avec une entreprise qui s'appelle la Toile qui a été monté par Joséphine Letang et Anne Poulequin, qui sont des femmes qui travaillent depuis longtemps dans la distribution, dans l'exploitation donc qui connaissent bien la structuration de ce secteur là et qui ont remarqué que les salles avaient tout à gagner à être lié aux pratiques numériques de leurs spectateurs et notamment à recréer un lien avec les jeunes spectateurs mais un lien qui les ramènent au final à la salle et donc la VOD éditorialisée est en lien avec la programmation de la salle. On monte le film d'un réalisateur et la Toile va proposer d'autres films de ce même réalisateur. Nous au Gyptis on fait des programmes thématiques la Toile peut prolonger ces thématiques qui sont en salles par une autre programmation de salles mais toujours lié à ce qu'il se passe sur le lieu. Je pense que c'est une façon de s'adapter à la multiplicité des pratiques actuelles que nous on a intégré en tant qu'adulte mais qui est encore plus forte chez les jeunes. Les dispositifs

d'éducation à l'image sont fondamentaux : écoles au cinéma, collège, lycéen, apprenti au cinéma. Et la place du documentaire dans ces dispositifs est peut-être à questionner aussi j'ai l'impression qu'elle est assez marginale je ne pensais pas ce que tu en penses Vincent ?

**Vincent Thabourey :**

On essaye de se ménager une place plus au lycée qu'au collège, le collège c'est un peu plus compliqué par rapport à l'œuvre mais chez les lycéens pas tous les ans mais on essaye d'y penser d'une manière régulière. L'an dernier il y avait semi bore ? C'est une vraie découverte et parfois plus on met des films éloignés des jeunes plus ce qui se passe est étonnant. Les étudiants de Manosque avaient dit à leur enseignante : « merci de nous avoir fait confiance » je crois qu'il ne fait pas avoir peur de nous programmeurs ou gens de la diffusion à montrer des œuvres très exigeantes et c'est parfois là qu'on a les plus beaux résultats. Et on fait très attention de la présence des documentaires dans les dispositifs de manières très régulière et très soutenu.

**Luc Joulé :**

Pour revenir à ce que Juliette disait sur l'importance des liens que l'on peut avoir les uns et les autres suivant nos positions. Par rapport à cet événement qui nous réunit ou par rapport aux réflexions sur comment pérenniser de manière permanente de manière durable les espaces de travail en commun où l'on partage ce que l'on fait. Je reviens au festival image de vivre, c'est le cas je vois Solange dans la salle pour d'autres événements festivaliers la relation à l'autre est déterminante, on est des festivals sans domicile fixe on n'a pas de lieu on est obligé foncièrement de pouvoir compter sur l'hospitalité des autres donc la relation à l'autre est vitale sans ça on existe pas à partir ou on s'engage dans la relation à l'autre qui travaille sur d'autres logiques temporalité c'est dans cette rencontre là qu'une richesse de la relation peut s'engager et que quelque chose de créatif peut naître. C'est assises c'est le temps de poser des questions et essayer de trouver ensemble solutions. Imaginer c'était l'ambition du collectif que Jean Christophe, Jean-Laurent Csinidis avaient lancé au lendemain de la première édition des assises des espaces comme celui-là on en a fondamentalement besoin pour partager les uns et les autres ce que l'on fait pour être dans une meilleure compréhension à l'échelle de l'ensemble du territoire et aussi une politique ce que tu disais Jean Marie tout à l'heure, vraiment dans une politique de structuration d'un véritable territoire culturel. C'est très important aussi des événements comme cela de partager des expériences qui sont menés ailleurs pas forcément en bas de chez nous au pied de la maison, je voudrais insister sur le fait des échanges géographiques et de se ré approprier d'autres histoires. On a un peu tendance parfois à pleurnicher un peu sur notre sort en disant tout est à faire, l'herbe est plus verte chez le voisin. Je voudrais rappeler que sur ce territoire il s'est mené des expériences vraiment innovantes on va essayer images de ville en lien avec le secteur cinéma de Aix Marseille université d'engager un travail pour ré interroger aujourd'hui et mettre en lumière dans les champs de préoccupation qui sont les nôtres aujourd'hui que l'expérience qu'Alio a mené avec le centre méditerranéen de création

cinématographique il y a une quarantaine d'années car des lieux et des expériences comme ceux-là même s'il s'agit pas d'être dans la nostalgie et dans la ré production de ce qui s'est fait à un moment donné parce que c'était lié à un contexte historique et qu'il a changé mais ré interrogé d'anciennes pratiques pour se les ré appropriés et les ré examinés à la lumière des enjeu qui sont les nôtres je pense que ça aussi c'est fondamentale. On a besoin de se ré approprié notre histoire l'histoire de ce territoire il s'est fait des choses critiquables avec leurs limites...Il faut vraiment qu'on se questionne sur ces faits du territoire. Le 6 octobre on va mener une première journée d'éducation d'étude sur le CMCC avec la contribution de plusieurs personnalités qui ont participé à l'aventure qu'a dirigé l'agglomération Jean-Pierre Daniel est dans la salle il nous accompagne sur ce travail. La question du lien cinématographique et territoire depuis la diffusion jusqu'à la conception des œuvres et à la place des auteurs sur ce territoire, se re approprier et re visiter l'histoire du territoire ça fait partie des enjeux qui sont importants pour nous aujourd'hui.

### **Charlotte Le Bos :**

Très rapidement pour un point sur l'institution régionale pour le soutien à la diffusion des films soutenu par la région. Il y a Cinéma du sud qui depuis 2014 à cette mission d'appui aux films soutenue par la région et leurs diffusion qu'il s'agit des films cinémas en l'occurrence et aussi des courts métrages c'est une action qui perdure et devrait prendre de l'ampleur dans les années à venir je voulais signaler une nouvelle initiative des services civiques dans la région à partir de l'année prochaine on va essayer de mettre en place un moyen pour que les services civique diffuse auprès des établissements scolaires très rapidement les services civiques créés des cinémas de la citoyenneté à l'initiative du CNC qui est reprise par la région et qui vont créer dans les établissements scolaires collège lycée et centre de formation pour apprenti des cinéclubs et comme il leur est difficile de diffuser des longs métrages de fiction pour des raisons pratiques et on met à disposition des courts métrages et des documentaires car ce sont des formats qui sont plus simples et pratiques. A partir de quelques mois Cinémas du sud et Tilt vont avoir de la communication sur l'ensemble des initiatives cinématographiques régionales et des initiatives menés par les salles très souvent il y a de salles qui font des choses formidables à quelques kilomètres et dont on a pas forcément l'information parce que c'est actions ne sont pas relayés sur Allociné et le quidam moyen n'aura pas l'information d'une action menée d'un auteur accueillit à Port de Bouc à Aix à Martigues ou à Nice pourquoi pas ? Je pense que ça serait un outil vraiment important pour pouvoir faire circuler l'information sur ce qui se passe sur le territoire régional. On est ouverts aux idées, aux suggestions pour développer cette question de la diffusion précisément du documentaire mais globalement diffuser les œuvres aidées par la région.

### **Régis Sauder :**

Je crois que ce dialogue ouvert avec le service cinéma est renouvelé, c'est cette volonté avec le collectif cinéma PACA, l'AARSE c'est cette co-construction de cette co-réflexion autour de cette diffusion parce que la région elle aussi a tout à gagner à l'enjeu de cette

diffusion nous tous ici présent donc c'est vraiment ça qui est vertueux l'idée de prendre le temps de cette discussion et de prendre l'exemple de ce qui se fait ailleurs de comment on a fait les choses aussi ici et de pouvoir y réfléchir de le renouveler et de leurs rendre plus ample encore.

**Jean-Christophe Victor :**

On a prévu pour terminer ces assises d'organiser un atelier le dimanche après-midi à partir de 14H00. Qui doit justement être le moment de se réunir pour véritablement se demander ce que nous pourrions concrètement mettre en place à la sortie de ces réflexions que nous avons tenu durant ces trois jours. Quels sont les outils que nous pourrions envisager, être très concret pour qu'ensemble, les différents acteurs du secteur, nous puissions construire de nouvelles possibilités.